



Orientation: Blanquer et Vidal dans le grand bain

Parents et élèves sont inquiets du nouveau système d'accès à l'enseignement supérieur, « Parcoursup » **Page 3**



Parents et élèves ne sont pas très rassurés par ce système d'accès à l'enseignement supérieur qui remplace le système APB. Au salon Postbac, les deux ministres ont tenté de déminer le dossier

Orientation des lycéens avec Parcoursup : Blanquer et Vidal dans le grand bain

Reportage

Parcoursup, la nouvelle plateforme que les futurs bacheliers vont utiliser pour s'inscrire dans l'enseignement supérieur, ouvre ce lundi 15 janvier. On en parlait beaucoup au salon Postbac...

Irène Inchauspé

« Y'A TROP DE MONDE. » L'expression rebondissait dans les allées de la grande halle de la Villette, le 11 janvier, première journée du salon Postbac. Comme son nom l'indique, cette manifestation s'adresse aux lycéens, de multiples stands présentant des formations dans l'enseignement supérieur. Au stand Parcoursup, du nom de la nouvelle plateforme d'orientation après le Bac qui a remplacé le funeste APB, Jean-Michel Blanquer et Frédérique Vidal ont fait leur apparition vers 15 heures 30. « C'est qui ? », se demande un jeune qui les a vus passer. « On dirait des touristes », ajoute un autre. Les ministres de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur n'en ont pas l'air pourtant, l'un en costume cravate bleu marine et chemise blanche, l'autre en tailleur-pantalon bleu marine. Lorsqu'on suggère aux lycéens de poser des questions à ces personnalités, l'un d'eux rétorque : « Non, moi j'aime pas les gens de l'État, je préfère ceux de la sécurité. »

Frédérique Vidal répond à la question d'un bachelier laissé sur le carreau l'année dernière. « J'ai un bac S, je voulais une formation scientifique dans le supérieur, je n'ai rien eu, alors que ceux qui avaient des bacs de commerce ou de droit l'ont eu, j'ai l'impression qu'on m'a volé ma place. Ça sera mieux dans le nouveau système ? » La ministre explique que oui, bien sûr, puisque ceux qui ne répondent pas aux « attendus » requis par la formation se verront proposer une année de remise à niveau et ne seront pas pris directement. Ainsi l'université

reste ouverte à tous, ajoute-t-elle, mais on n'aura plus recours au tirage au sort.

« Y aura-t-il de la sélection pour les filières en tension ? », demande une maman inquiète, dont l'enfant doit se destiner à demander une formation en staps (sciences et techniques des activités physiques et sportives), psychologie ou médecine. « Nous créons 22 000 places supplémentaires, nous espérons que cela sera

« Les universités vont recevoir des tas de dossiers, elles n'ont pas les moyens pour les traiter correctement »

suffisant pour répondre aux besoins », indique Frédérique Vidal. « Mais quand même si ce n'est pas assez, il pourra y avoir un refus ? », insiste la mère. « Oui, c'est possible », répond la ministre.

« Les universités vont recevoir des tas de dossiers, elles n'ont pas les moyens pour les traiter correctement, donc elles ne feront pas du tout attention aux attendus, elles se baseront seulement sur les notes, ce n'est pas conforme aux promesses que vous avez faites », lance un professeur de sciences économiques et sociales. « On va mettre 75 millions d'euros de moyens supplémentaires pour l'orientation cette année et il y a déjà 130 millions d'euros sur les 500 qui ont été débloqués », lui répond Frédérique Vidal. Il s'agit du budget de 500 millions d'euros sur le quinquennat affecté à la création de places dans les filières en tension.

Jean-Michel Blanquer prend la peine ensuite de rappeler que la nouvelle procédure permet d'humaniser la sélection, qu'il y a d'ailleurs désormais deux professeurs principaux

par classe de terminale pour aider les lycées à s'orienter. « Parlons-en, nous n'avons toujours pas reçu le modèle de "fiche avenir" que l'on doit remplir pour chaque élève, nous étions censés avoir une formation et on ne l'a pas eu et le deuxième professeur principal n'a été nommé qu'hier », s'indigne cette professeur principale en terminale, au lycée Olympe-de-Gouges de Noisy-le-Sec. Le duo de professeurs principaux doit en effet accompagner les élèves dans leur réflexion sur les vœux qu'ils seront amenés à formuler via Parcoursup. Ils doivent aussi renseigner des « fiches avenir » qui accompagnent ces vœux et en préparer une synthèse pour le conseil de classe du second trimestre. « Tous les établissements ont reçu ces fiches, rétorque Jean-Michel Blanquer. Les professeurs principaux n'ont qu'à demander à leurs chefs d'établissement. » L'enseignante, elle, n'en démord pas, c'est faux et son établissement n'est pas le seul dans ce cas. Pour le ministre de l'Éducation qui veut aller très vite, c'est sûr « l'intendance suivra ».

« **Rallonger la procédure** ». La voilà qui se manifeste encore, sous les traits d'un jeune professeur qui tend un tract à Frédérique Vidal devant un stand. « J'espère que vous le lirez », lance-t-il à la ministre. Une minute après, les agents de la sécurité l'interpellent : « Vous n'avez pas le droit de faire ça. » « Je suis enseignant-chercheur, je sais que j'ai le droit », répond Pablo Rauzy, maître de conférences à Paris 8, Université Vincennes à Saint-Denis. Pour lui, Parcoursup va créer beaucoup plus de stress qu'APB. « N'importe quel informaticien peut vous dire que la suppression de la hiérarchisation des vœux des candidats va rallonger la procédure, cela sera long et stressant », explique-t-il.

Dans le nouveau système, les lycéens n'ont plus que dix choix au lieu de vingt, et ils ne sont plus classés par ordre de préférence. Les chercheurs auditionnés par l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques en novembre, dont Cédric Villani, avaient de fait alerté sur les inconvénients de la disparition de l'algorithme d'affectation.

Certains lycéens croisés au salon Postbac ont donc le sentiment qu'ils vont essuyer les plâtres. « Ils devraient plutôt être contents de

sortir du système du tirage au sort », répond Jean-Michel Blanquer. « C'est qui, il est connu celui-là ? », demande un lycéen. « Et elle ? Elle a une bonne tête, en tout cas... » Frédérique Vidal assure que tout a été fait avec les meilleurs spécialistes pour que Parcoursup fonctionne bien. Et ajoute un pas très rassurant « croisons les doigts. »

@iinchauspe



SIPA PRESS

Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, et **Frédérique Vidal**, ministre de l'Enseignement supérieur.